



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#) [NBB.Stat](#) [Information générale](#)

L'activité économique a augmenté de 0,4 % au troisième trimestre de 2019

- **Au deuxième trimestre de 2019, le PIB a affiché une croissance de 0,3 %**
- **L'emploi intérieur a progressé au même rythme**
- **Le taux d'épargne des ménages s'est accru et le solde de financement des administrations publiques s'est légèrement tassé**

L'Institut des comptes nationaux (ICN) communique dans cette publication les résultats de l'estimation « flash » de la croissance économique au troisième trimestre de 2019.

En parallèle, il publie les séries trimestrielles qui ont été ajustées à la suite de la [révision méthodologique](#) sur la base des comptes nationaux annuels diffusés le 18 octobre dernier, ainsi qu'une version plus complète des comptes relatifs au deuxième trimestre de 2019.

Croissance économique

Au **deuxième trimestre de 2019**, le produit intérieur brut (PIB) **en volume** corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier s'est inscrit en hausse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent. En base annuelle, cela représente une croissance du PIB de 1,3 %.

La valeur ajoutée s'est renforcée dans les services (+0,5 %) et dans la construction (+0,3 %). Dans l'industrie, en revanche, elle a reculé de 0,4 %.

Du côté de l'optique dépense, les ménages et les administrations publiques ont augmenté leurs dépenses de consommation de respectivement 0,4 % et 0,7 %. La formation de capital fixe des ménages (+1,9 %) et les investissements des entreprises (+1,9 %) ont aussi augmenté. À l'inverse, les investissements des administrations publiques se sont réduits de 2,0 %.

La hausse des exportations de biens et de services a atteint 0,4 % ; celle des importations a été plus marquée (+0,7 %), si bien que les exportations nettes ont contribué négativement à la croissance (-0,3 point de pourcentage).

Selon l'**estimation flash** du PIB, l'activité économique a progressé au **troisième trimestre de 2019**. Le PIB **en volume** corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier a gagné 0,4 % par rapport au trimestre précédent et pointe vers une croissance de 1,6 % en base annuelle.

Emploi

Au deuxième trimestre de 2019, l'emploi intérieur a augmenté de 13 200 personnes (+0,3 %) par rapport au trimestre précédent. Cette hausse s'explique principalement par l'évolution de l'emploi dans les services, notamment dans les branches d'activité du commerce, des transports et de l'horeca, des services aux entreprises, de même que de la santé humaine et de l'action sociale.

Comptes non financiers des secteurs institutionnels

Les comptes sectoriels sont établis à **prix courants**.

Au deuxième trimestre de 2019, le revenu disponible des ménages a progressé de 1,4 %, soit à un rythme plus rapide que la consommation finale (+0,7 %). Par conséquent, le taux d'épargne brut s'est encore accru de 0,6 point de pourcentage, pour atteindre 13,4 %. Quant au taux d'investissement des ménages, il est resté pratiquement inchangé à 9,7 %.

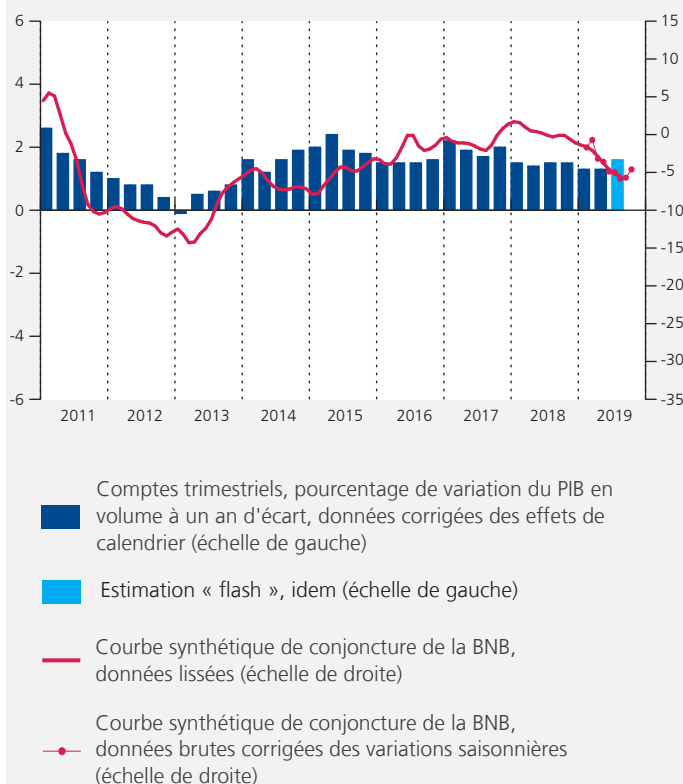
Le taux de marge des sociétés non financières est demeuré quasiment stable (41,4 %). La hausse des salaires (+1,0 %) est en effet restée proche de celle de la valeur ajoutée (+0,9 %). Le taux d'investissement des sociétés non financières, en revanche, est passé de 27,1 % à 27,4 %, à la suite de la croissance de 2,0 % des investissements.

Au cours du deuxième trimestre de 2019, le solde de financement des administrations publiques s'est établi à -1,9 % du PIB, contre -2,2 % au trimestre précédent. Les recettes ont atteint 50,3 % du PIB, contre 50,1 % au trimestre précédent, tandis que les dépenses se sont stabilisées à 52,2 % du PIB.

PIB, EVOLUTIONS TRIMESTRIELLES EN VOLUME
(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport	
	au trimestre correspondant de l'année précédente	au trimestre précédent
2017 I	2,2	0,8
II	1,9	0,3
III	1,7	0,1
IV	2,0	0,8
2018 I	1,5	0,2
II	1,4	0,3
III	1,5	0,2
IV	1,5	0,8
2019 I	1,3	0,0
II	1,3	0,3
III	1,6	0,4

PIB ET EVOLUTION CONJONCTURELLE



PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport au trimestre précédent, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2017		2018				2019	
	III	IV	I	II	III	IV	I	II
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,0	1,0	-1,6	-1,1	-0,2	0,7	0,4	-0,4
Construction	-1,4	1,5	1,8	0,7	1,2	1,6	1,0	0,3
Services	0,2	0,9	0,5	0,6	0,3	0,9	0,0	0,5
P.m. PIB	0,1	0,8	0,2	0,3	0,2	0,8	0,0	0,3
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,1	0,0	0,9	0,4	0,0	0,2	0,3	0,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,5	0,0	0,0	0,8	-0,4	0,6	0,7	0,7
Formation brute de capital fixe totale	-0,3	2,2	0,6	0,8	0,3	3,2	-0,3	1,5
Entreprises	-0,8	3,2	-0,2	0,8	0,2	3,8	-1,0	1,9
Logements	0,1	-1,5	1,3	0,3	0,3	2,8	2,5	1,9
Administrations publiques	2,1	2,5	4,7	2,0	0,9	0,1	-1,2	-2,0
Demande intérieure (hors stocks)	0,1	0,5	0,6	0,6	0,0	1,0	0,2	0,8
Variations des stocks (2)	-0,4	0,1	0,1	0,3	0,4	-0,2	-0,5	-0,1
Exportations de biens et de services	-0,3	3,0	-0,6	-1,3	0,8	1,6	-0,5	0,4
Importations de biens et de services	-0,8	2,9	0,0	-0,6	1,0	1,6	-0,8	0,7
Exportations nettes de biens et de services (2)	0,4	0,1	-0,4	-0,6	-0,2	0,0	0,3	-0,3
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3

(1) Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.

(2) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

INDICATEURS-CLÉS DES COMPTES DES SECTEURS

(données en valeur corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

		Ménages (1)		Sociétés non financières		Administrations publiques
		Taux d'épargne (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Taux de marge (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Solde de financement (pourcentages)
2017	I	11,8	9,3	42,7	26,1	-0,7
	II	12,0	9,2	42,0	26,4	-0,7
	III	12,1	9,2	41,7	26,2	-1,0
	IV	12,3	9,1	41,7	26,8	-0,4
2018	I	11,2	9,3	41,8	26,6	-0,2
	II	11,7	9,3	41,3	26,8	0,0
	III	11,6	9,3	41,5	26,7	-0,8
	IV	12,6	9,5	42,1	27,4	-1,9
2019	I	12,8	9,6	41,5	27,1	-2,2
	II	13,4	9,7	41,4	27,4	-1,9

(1) Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.